



Pour une Gauche Alternative

la feuille du Réseau Coopératif de Gauche Alternative

17 septembre 2026 – N°24

L'édito

Une crise économique et sociale rampante

C'est le triste bilan du macronisme :

- ♦ une croissance nulle : après un trimestre à zéro, elle plafonne à 0,2%. La consommation des ménages – liée aux dépenses énergétiques – évite pour l'instant la récession. Jusqu'à quand ?

- ♦ l'inflation a atteint 2,4% en Août (0,9% l'an dernier) : Après la hausse des prix de l'énergie (+13,7%) viendra celle des autres prix à la consommation, en particulier dans l'alimentaire. L'inflation est inégalitaire, entraîne plus d'appauvrissement pour les couches populaires avec des dépenses contraintes et des privations croissantes. Quels seront les effets à terme sur la société ?

- ♦ l'emploi salarié recule dans le privé (-0,4%) depuis 6 trimestres. L'emploi total, positif grâce au secteur public et à l'emploi non salarié, sert à masquer la crise. Une grande partie des emplois créés sont des emplois précaires, c'est à dire fragiles.

La coalition droite-RN veut imposer des réponses qui sauvegardent les profits au prix d'une accentuation de la politique de l'offre. Pour cela il leur faut convaincre de "faire des sacrifices", des économies tout en se privant de rentrées fiscales :

- ♦ utilisation de l'argument de la dette "intenable" pour justifier les baisses dans la dépense sociale et le service public (voir <https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/070926/la-crise-de-la-dette-un-recit-conservateur-visee-repressive>)

- ♦ attaque sur la protection sociale : franchises, arrêts de maladie, retraites... Une étape supplémentaire est franchie avec la mise en cause de la cotisation sociale : c'est la proposition de TVA dite sociale, mais aussi d'ouverture à la capitalisation pour les retraites.

Une riposte unitaire s'organise autour d'exigences sur les salaires et les services publics.

La journée du 29 septembre est certes limitée à la fonction publique, mais elle peut créer une dynamique unitaire. La mobilisation massive des pompiers peut catalyser les actions.

Dans la bataille du budget, les syndicats demandent la taxation des riches. La demande pourrait s'accroître : la violence de Patrick Martin, président du MEDEF, contre la taxe Zucman traduit la peur du patronat. Le référendum sur la taxation à 5% de la fortune des milliardaires prévu le 3 novembre en Californie peut aussi activer ce débat chez nous.

Lutter contre les inégalités – largement perçues comme inacceptables – est essentiel contre le RN en exacerbant les contradictions avec les droites et en son sein même.

Suivons le conseil de Sophie Binet : Il faut « saturer le débat avec les questions sociales ».

Des actions autogestionnaires émergent

Face à la crise du capitalisme mondialisé, les États faillissent, des réactions autogestionnaires émergent.

Pour combattre les feux dans les Landes, des habitant·es, agriculteurs, vacancier·es même, des salarié·es se sont auto-organisées pour combattre les feux et faire face au désastre : amener des citernes, organiser des contre-feux, en coordination avec les pompiers, mobiliser les solidarités entre voisin·es comme entre générations. Ces actions sont parties de la connaissance des lieux, des personnes, des territoires. Non sans une certaine efficacité.

En Colombie, face au séisme, la population s'est organisée pour déblayer les décombres et sauver des vies. La survie, le ravitaillement, les campements d'urgence ont été faits par cette auto-organisation, pas par l'État tout occupé à « traquer les narcos ». Au Venezuela, en Argentine (de plus ancienne tradition), s'auto-organiser est une résistance face aux classes dominantes tout autant qu'une solidarité de survie.

La mobilisation du Hirak de l'eau, engagée depuis 2023, montre le rôle très visible des femmes de Figuig, au Maroc, lors des mobilisations de 2025 et 2026, leurs objectifs, leur façon de s'organiser.

Et à la frontière du Cameroun et de la RDC, l'effondrement d'une mine d'or (clandestine, certes) a fait plus de 100 morts. Indifférence totale des responsables étatiques. C'est la population qui a elle-même organisé les secours et les mesures d'urgence.

D'autres exemples pourraient être cités : au Rojava, en Nord Irak, ou en Corée du Sud, un État affaibli ou indifférent est suppléé par ces organisations autogestionnaires. La « fuite en avant » du capitalisme mondialisé, sa négation de la crise écoclimatique et sa mise à sac des solidarités, y compris via l'État, risquent fort d'amener les peuples à renouveler ce type d'opérations. Un point d'appui pour, au-delà du ponctuel, construire un mouvement plus général et plus durable.



Permis de tuer aussi les libertés

La proposition de loi « présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre », adoptée en 1ère lecture par l'Assemblée nationale le 7 juillet, crée une présomption de légalité des tirs pour les forces de l'ordre.

Dans un État de droit, l'usage des armes à feu doit intervenir en tout dernier recours (un tir peut tuer). Tout décès causé par un agent de l'État doit faire l'objet d'une enquête immédiate. Or la loi en question reviendrait à admettre d'emblée la conformité de l'usage de l'arme et donc de freiner, voire d'empêcher, la réalisation d'investigations, avec pour conséquence possible que des utilisations injustifiées échappent à toute sanction.

C'est une vieille proposition de JM Le Pen et des syndicats d'extrême droite : revendiquer cela c'est banaliser l'usage des armes létales. Cela risque d'aggraver le bilan de la loi Cazeneuve (2017, création de l'article L.435-1 du Code de la sécurité intérieure) qui autorise les policiers à utiliser leur arme dans des conditions dont ils sont eux mêmes juges : depuis, au moins 35 occupants de véhicules ont été tués par les forces de l'ordre, soit 5 fois plus qu'avant la loi. Le nombre de tués par les



forces de l'ordre s'est considérablement accru ces 10 dernières années : 49 personnes sont mortes au cours d'une intervention policière en 2025 (19 par arme à feu), 66 en 2024. Ceci traduit une conception du maintien de l'ordre qui donne des pouvoirs exorbitants aux policiers au mépris des droits des citoyen·nes, en contradiction avec l'article 15 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789 : « La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration » et encore plus quand il s'agit d'actes mortels ou de l'usage du droit de tirer.

De plus depuis 2017, et encore plus aujourd'hui, en rupture avec le principe d'égalité devant la loi, les forces de l'ordre ne sont plus soumises au Code pénal et au droit commun de la légitime défense comme les citoyen·nes ordinaires. Elles sont protégées par des dispositions extraordinaires du Code de sécurité intérieure. C'est une rupture de l'État de droit et une dérive sécuritaire dignes d'États autoritaires.

Voilà ce qui rend nécessaire la mobilisation des 19 et 20 septembre avant l'examen du texte par le Sénat

A Marseille, Faisons Front Commun !

Nous publions bien volontiers cette tribune de nos ami·es marseillais·es de Front Commun qui présente leur expérience de rassemblement citoyen de gauche et écologiste à l'échelle de la Métropole

Le 9 juin 2025, les Ami·es du programme du Printemps Marseillais de 2020, Réinventer la Gauche, la Réserve Citoyenne ainsi que plusieurs comités du Nouveau Front Populaire organisaient une rencontre pour la constitution d'un Front Commun de la gauche et de l'écologie dans leurs composantes politiques, associatives et syndicales en vue des élections municipales et métropolitaines de 2026. Cette première initiative se déroulait dans un contexte marqué à la fois par la progression inquiétante de l'extrême droite et par l'espoir suscité par la dynamique du NFP lors des élections législatives de 2024

La nécessité d'une dynamique unitaire est aujourd'hui plus actuelle que jamais et notre mobilisation ne se limite pas aux échéances électorales : les militant·es de Faisons Front Commun sont investi·es dans les luttes (solidarité internationale, soutien aux grévistes, etc.) et organisent régulièrement des débats publics. Ces assemblées populaires autour de militant·es et de chercheur·ses ont réuni depuis un an plusieurs centaines de personnes pour parler légalisation des drogues, répression policière, droit au logement digne, à des transports faisant de Marseille une ville pour toutes et tous, lutte contre l'extrême-droite, etc. Les propositions issues de nos échanges constituent notre contribution aux débats pour un programme de

rassemblement des forces de gauche. Enfin, Faisons Front Commun intervient régulièrement dans le débat public à travers tracts, communiqués, tribunes, conférences de presse et publications sur les réseaux sociaux.

Environ 200 personnes ont adhéré jusqu'ici à notre collectif et plus de 800 ont demandé à recevoir nos informations. Nous avons tissé des liens avec d'autres collectifs locaux du département et organisé avec ceux de La Ciotat et Aubagne une réunion sur les menaces impérialistes. Faisons Front Commun ! est aujourd'hui constitué en association et organisé en commissions (santé-précarité, éducation, économie-finances, démocratie, féminisme et lutte contre les discriminations, écologie, logement, transports...)

Dans une année marquée par une élection présidentielle et de probables élections législatives, où plus que jamais le RN et les idées d'extrême droite sont proches du pouvoir, nous poursuivons ce travail. Nous prendrons toute notre part aux batailles électorales pour que la gauche rassemblée gagne face à l'extrême droite. Parce que seule la gauche rassemblée peut porter un programme pour enfin changer la vie, changer le monde. L'unité devra se faire dans les luttes et dans les urnes, autour de propositions concrètes et mobilisatrices.

Qui sommes-nous ?

Le Réseau Coopératif de Gauche Alternative, est un espace de réflexion et d'action ancré dans les mobilisations et les initiatives « d'utopie concrète » : vivre, travailler, accueillir, agir autrement. Ce réseau est ouvert à tous·tes, quels que soient ses engagements militants ou pas.

Unitaires, participons à la construction d'une alternative de gauche ancrée à la base dans des collectifs locaux du NFP.

Révolutionnaires, faisons émerger, avec d'autres, un mouvement politique de gauche alternative, anticapitaliste et autogestionnaire, écologiste et féministe, anti-raciste et anti-validiste, internationaliste et altermondialiste.

pour nous contacter : contact@reseaucoopgauchealter.fr

FLNC- UC : UN REFUS SIMPLISTE DES CAUSES PROFONDES

Suite au projet de loi constitutionnelle d'autonomie pour la Corse, adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 23 juin, le débat sur l'avenir de la Corse a été réouvert parmi les forces politiques corses. Une partie des composantes nationalistes s'est exprimée contre cette autonomie, notamment à l'occasion d'une conférence de presse clandestine du FLNC-UC le 6 août. Voici le point de vue d'A Manca, organisation politique corse porteuse d'un projet d'émancipation fondé sur la reconnaissance du peuple corse et de son droit à l'autodétermination, et sur la notion de communauté de citoyen·nes.

Confrontée au tsunami économique généré par une économie ultra-libérale également à l'origine de la dégradation accélérée de l'habitabilité des territoires pour les plus pauvres, notre société est ébranlée dans ses fondements.

Cela affecte la jeunesse et plus globalement les classes populaires. A ce marasme viennent s'ajouter des politiques étatiques qui, faute de rompre avec une relation de dominants à dominés, ne respectent en rien les expressions d'une majorité de Corses.

En mettant à la charge des migrants tous les maux, ce gouvernement a abondé dans le sens des thématiques de l'extrême droite.

Ces facteurs se conjuguant, il n'est pas étonnant de voir des fractions du mouvement nationaliste s'adonner à une surenchère réactionnaire. Fondées sur des socles idéologiques contestables, ces formations soufflent sur les braises en tentant ainsi de récupérer toutes les colères.

Plutôt que de dénoncer l'économie de marché, ils choisissent de désigner « la colonisation de peuplement » en tant que causalité de nos problèmes. Cela présente l'avantage de dédouaner ceux des Corses qui participent pleinement aux spéculations foncières et immobilières dans le cadre de la vocation « tout tourisme ambiante ».

Les droits du sol et de la sueur sont battus en brèche. Une conception ethnique du peuple corse se substitue à eux. Cette option, saluée par l'extrême droite locale, peut se satisfaire des dernières déclarations du FLNC et du mouvement Nazione (1).

Selon ces derniers, il y aurait au sein du nationalisme des liquidateurs des acquis de décennies de luttes et d'autres qu'ils prétendent incarner, autoproclamés meilleurs défenseurs du peuple corse. Cette pente induisant qu'il faille se ranger derrière une direction politico-militaire.

Nous n'ignorons pas que le projet d'autonomie qui a fondé le processus de Beauvau présente des faiblesses. La reconnaissance du peuple corse et la question sociale se trouvent laissées de côté.

Les négociateurs ont fait des concessions. Ils s'en voient mal récompensés au regard des positionnements du gouvernement et d'une grande partie de la classe politique française. L'erreur demeurant de circonscrire ce processus au périmètre institutionnel, sans chercher à mobiliser sur le terrain.

Une autonomie digne de ce nom aurait été un objectif atteignable, le risque a été pris de rabougir un projet encourageant à terme, d'être insatisfaisant.

Nous refusons la pensée binaire présentant les « traîtres » d'un côté et les « purs » de l'autre. Cette logique de la « pureté » reste porteuse de graves dérives et peut permettre à des forces extérieures au mouvement nationaliste de se livrer à toutes les manipulations possibles. Le passé étant là pour en attester.

L'absence de projet de société a comme conséquence le non-dépassement d'une logique nationaliste qui a pourtant atteint ses limites et n'est en rien porteuse d'une dynamique émancipatrice.

A MANCA

(1) Composante nationaliste corse, constituée en 2024 et issue du mouvement Corsica Libera de J-G Talamoni, défavorable à la notion de communauté de destin pour définir le peuple corse et soutenant la lutte armée (NDLR)

Corse, projet gouvernemental d'autonomie : quels enjeux ?

lundi 21 septembre à 18 h 30

<https://us02web.zoom.us/j/85427145576?pwd=HPptr9ne0huN4LEdofMl4hSi03y8yE.1>

co-organisé par

A Manca

le Réseau Coopératif de Gauche Alternative

La guerre au Moyen-Orient et ses conséquences

La guerre au Moyen-Orient déclenchée par le duo infernal Netanyahu-Trump (cf Feuille n°16) n'est pas en phase de règlement ; il est plus que probable que, malgré ses conséquences dramatiques pour le peuple iranien et les difficultés de l'économie mondiale capitaliste plombée par le prix des hydrocarbures auxquels elle est addict, les semaines qui viennent n'apporteront pas de solutions.

Le mémorandum du 17 juin (cf Feuille n°22) et le cessez-le-feu de 60 jours ne sont qu'un chiffon de papier à mettre aux oubliettes de l'histoire : le régime iranien, sorti renforcé de la guerre de mars-avril, et l'autocrate étasunien se rendent coup pour coup, notamment dans le détroit d'Ormuz dont l'Iran avait rapidement compris l'intérêt stratégique. On ne compte plus le nombre de pétroliers attaqués par l'un ou l'autre. De ce fait, le transit de pétrole et de gaz sont à des niveaux très bas : au mois d'août, les estimations de passage de pétrole par le détroit d'Ormuz, ni tout à fait ouvert, ni complètement fermé, étaient de l'ordre de 6 à 8 millions de barils par jour, soit environ le tiers des volumes en transit dans les derniers mois de 2025 (20 millions de barils par jour). De plus, les volumes sont très variables, leur diminution depuis les derniers jours d'août étant

significative. Ce qui explique en partie la hausse du prix du baril. Mais un autre événement -récent- aggrave la situation : la défaite, le 10 septembre dernier, des forces gouvernementales yéménites, soutenues par l'Arabie Saoudite, par les rebelles houthistes qui contrôlent désormais, outre le port de Moka, toute la côte du détroit de Bab el-Mandeb (« la porte des lamentations »). Désormais, l'Arabie Saoudite ne peut ni utiliser le détroit d'Ormuz, ni celui de Bab el-Mandeb pour exporter son pétrole.

Cette guerre a aussi fait évoluer la situation diplomatique au détriment des EU qui se sont révélés incapables de protéger leurs alliés. Le pacte de défense mutuelle signé le 7 août entre l'Arabie Saoudite, le Pakistan et la Turquie en est la meilleure preuve. Ce pacte de trois alliés des EU aux ressources différentes (armée turque, nucléaire pakistanais et pétrodollars saoudiens) témoigne de leur volonté émancipatrice et marque un arrêt aux accords dits d'Abraham ; ils constituent aussi une mise en garde à l'Iran. Et l'on peut se demander si la progression des houthistes vers Bab el-Mandeb, outre ses aspects locaux et régionaux n'est pas, aussi, une réponse iranienne au pacte tripartite du 7 août ?

Ceuta, symptôme d'une Europe qui se ferme

L'entrée de 70 000 migrants dans Ceuta, enclave espagnole au Maroc, a renforcé l'attention des pays de l'UE contre l'Espagne, 22 pays sur 27 reprochant à Pedro Sanchez de provoquer un appel d'air dont Ceuta serait le symptôme.

Le Maroc et l'Algérie ont un conflit au Sahara occidental qui avait déjà provoqué une crise en 2021, le Maroc ayant alors ouvert les frontières vers Ceuta suite à l'accueil du chef du Front Polisario pour des soins en Espagne. Le rapprochement récent entre l'Algérie et l'Espagne a aussi dérangé le Maroc, ainsi que la proposition de l'Espagne de donner la nationalité espagnole aux Sahraouis nés sous son administration. Si il semble que l'intrusion n'ait pas été provoquée par le Maroc, celui-ci aurait fermé les yeux ! Les relations entre le Maroc et l'Espagne se sont de nouveau tendues après ce incident, chacun réclamant la souveraineté sur ce territoire.

L'Europe de Schengen n'a pas de véritable politique commune des frontières. L'évènement de Ceuta en a été un signe. L'UE a adopté un pacte migratoire qui renforce drastiquement ses frontières. Elle est montée au créneau pour défendre sa politique : l'Espagne devient un bouc émissaire. L'Italie et la Finlande réclament la suspension de l'Espagne de l'espace Schengen : une mesure juridiquement impossible. Comme l'UE n'arrive pas à maîtriser les entrées, elle tente d'agir sur les départs en externalisant le contrôle migratoire vers la Libye, la Turquie, la Tunisie et enfin le Maroc. En 2023, la Commission européenne a consacré 152 millions d'euros au renforcement de la gestion des frontières marocaines : le résultat est édifiant !



De plus les pays de l'UE non riverains de la Méditerranée, ne veulent pas partager l'accueil des personnes migrantes. Ils ont intérêt à ce que l'arrivée soit verrouillée. L'Italie, l'une des premières destination, est la plus acharnée sur ce contrôle. Pourtant elle a régularisé 500 000 migrant-es, car cela arrange son économie. A Ceuta, l'arrivée des migrant-es a été rapidement contrôlée : les frontières vers l'Europe n'étant pas ouvertes, la majorité des personnes sont ressorties. Il en reste environ 4 000 qui attendent un hébergement et un examen de leur situation.

Pedro Sanchez a dénoncé l'attitude des pays de l'UE. Il pointe les positions « égoïstes » de certains pays qui ont réclamé des mesures plus strictes pour empêcher les migrants de rentrer : *« une telle attitude – motivée par les préjugés, les fausses informations, l'ignorance ou des intérêts politiques – est non seulement contraire au droit européen, aux droits humanitaires et aux principes de solidarité qui nous unissent, mais elle va également à l'encontre des intérêts à long terme de l'Europe. »*

Où va l'Allemagne ?

Après sa victoire aux élections du Land de Saxe-Anhalt, l'AFD va de nouveau progresser le 20 septembre à Berlin et dans le Mecklembourg.

A l'origine représentatif de secteurs de la bourgeoisie défendant un modèle économique ordo-libéral loin des compromis du modèle rhénan, ce parti a profondément muté. Les thématiques identitaires et anti-immigration sont devenues centrales en même temps que s'élargissait la base électorale du parti. Par ailleurs la dénonciation des "élites", des thématiques complotistes, un positionnement pacifiste et russophile sont des thèmes porteurs. Aujourd'hui, de nombreux cadres sont des militant-es identitaires, mettant en cause la "culture de la culpabilité" et prônant la rémigration.



La poussée de l'AFD a des causes multiformes : l'impopularité d'un gouvernement Merz accentuant le détricotage du modèle allemand et des restes de solidarités sociales. Cette pression s'accompagne d'une réorientation massive des investissements vers les dépenses d'armement. L'allié social-démocrate de la CDU ne pèse que peu, ce qui accentue sa crise historique. Il y a des causes plus structurelles,

avec le déclin des partis démocratiques de masse et l'hostilité à l'immigration notamment dans les Länder de l'Est.

Après la débâcle morale et économique post-nazie, deux visions se sont affirmées en Allemagne :

En RDA, une nouvelle Allemagne, fidèle alliée de l'URSS mais inventant un nouveau patriotisme socialiste. Dans les dernières années de la RDA une réflexion sur la continuité avec l'histoire de la Prusse avait même été esquissée. Les quelques aspects protecteurs du système ont été balayés lors d'une Réunification pilotée par le capital ouest-allemand. Ainsi, peu de salarié-es des nouveaux Länder ont bénéficié des conventions collectives conquise par le mouvement syndical à l'ouest.

En RFA, la réponse a été, pour simplifier, post-nationale et basée sur la recherche du consensus :

- ◆ un patriotisme constitutionnel
- ◆ une intégration au cadre européen
- ◆ une économie forte
- ◆ un modèle social et économique régulé avec des formes – limitées – de cogestion
- ◆ plus récemment, une vision multiculturelle de la société
- ◆ une imprégnation pacifiste

Tous ces éléments sont remis en cause ou affaiblis par la globalisation, l'emboîtement de crises qu'elle induit et les conséquences d'un néo-libéralisme destructeur, avec aujourd'hui une nouvelle offensive brutale du capital. Au-delà d'un succès local de l'AFD, l'incrustation de ce parti accentue la crise politique. Les anticorps restent puissants, des Églises aux secteurs antifa, mais la gauche a le plus grand mal à répondre. Le SPD et les Verts sont considérés par l'électorat protestataire comme des partis du système. Die Linke n'encourt pas ce reproche mais défend un modèle de société à l'opposé du nouveau nationalisme ethno-culturel.